

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les violences faites aux femmes ne connaissent pas de trêve estivale. Samedi 9 août, en Ille-et-Vilaine, une femme de 36 ans a été tuée par son ex-compagnon malgré deux plaintes déposées. À Montpellier, entre le 7 et le 11 août, la police est intervenue sur sept affaires distinctes de violences conjugales, illustrant la gravité et la fréquence de ce phénomène. Force est de constater que ce ne sont pas des faits divers isolés, mais bien des faits s'inscrivant dans un continuum de violences faites aux femmes, en témoignent le procès des viols de Mazan, la réouverture de l'enquête sur l'affaire Bertrand Cantat, ou encore la récente condamnation pour viols de Depardieu...

Dans le même temps, les discours masculinistes connaissent un succès florissant auprès des jeunes hommes. Cette mouvance, organisée sur les réseaux sociaux et fondée sur la haine des femmes, cible explicitement et violemment les femmes et les féministes. Plusieurs projets d'attaque terroriste, le dernier ayant eu lieu à Saint-Etienne en juin dernier, illustrent la menace réelle grandissante.

A l'international, les droits des femmes sont également remis en cause. Aux États-Unis, après avoir annulé l'arrêt Roe v. Wade en 2022 sur le droit à l'IVG, l'administration Trump a annoncé la destruction de contraceptifs d'une valeur de 9,7 millions de dollars, privant des milliers de femmes d'un accès essentiel à la contraception. De plus, le secrétaire américain à la Défense a partagé ces derniers jours une vidéo appelant à la fin du droit de vote des femmes. Un acte symbolique inquiétant pour leurs droits civiques. Partout dans le monde, des femmes sont privées de leur liberté et de leurs droits les plus élémentaires, leur quotidien devenant de plus en plus difficile.

Le constat est alarmant. Les droits des femmes sont menacés par la montée de l'extrême droite, par des politiques régressives et réactionnaires comme celles de l'administration Trump aux États-Unis, et par un manque chronique de moyens alloués par l'Etat pour prévenir et lutter contre les violences faites aux femmes sur notre territoire.

La Fédération socialiste de l'Hérault apporte son soutien aux victimes de ces violences et réaffirme son engagement dans la lutte pour l'égalité et les droits des femmes, ici ou ailleurs. Et il réclame un renforcement des moyens alloués par l'Etat pour protéger toutes les victimes, prévenir les violences faites aux femmes et mettre en place une éducation à l'égalité dès le plus jeune âge.

La lutte contre les violences faites aux femmes et pour l'égalité n'est pas seulement une question de justice sociale : c'est un combat politique !

Julien PRADEL, Premier secrétaire de la Fédération socialiste de l'Hérault

Eléonore AVENET, Secrétaire fédérale déléguée à l'égalité entre les femmes et les hommes

Eléonore AVENET

0609893942